

# « Comment l'État vole les usagers de l'électricité »

Sous ce titre, Jean-Albert Bessière, adjoint délégué à la ville de Rodez, vice-président du Sieda, conseiller d'agglomération du Grand Rodez communique :

## « Que fait la droite aveyronnaise ? »

En premier lieu, il est bon de rappeler que les moyens de production d'électricité sont en France propriétés de la Nation à 90 % que celle-ci soit d'origine nucléaire, hydraulique, charbonnière ou gazière.

Ce sont les usagers, en payant leurs factures depuis des décennies, qui ont permis à la France, à travers son entreprise publique EDF, son indépendance énergétique.

Ce sont eux qui ont également permis que le prix du kW/heure soit un des plus bas du monde tant pour les usagers domestiques, que professionnels.

Aujourd'hui le gouvernement, au nom de l'ouverture du marché, oblige EDF à abandonner ses concessions hydrauliques, comme dans le Nord-Aveyron, et à être candidat comme d'autres entreprises multinationales privées si elle veut garder les concessions de ces barrages.

C'est un comble alors que EDF a construit ces barrages et les entretiens depuis plusieurs années !

**À n'en pas douter cela va venir augmenter le prix de la facture tant des usagers domestiques qu'industriels.**

A se sujet, quand on voit une large partie des élus du Nord-Aveyron pour la plus part de l'UMP dont certains se présentent aux élections cantonales, qui s'empressent de répondre aux invitations de ces grands groupes pour savoir ce qu'ils peuvent retirer en monnaies sonnantes et trébuchantes pour leur territoire, on voit bien que leurs priorités ne sont pas la défense du service public, ils ne sont pas plus préoccupés de qui payera l'addition.

Quant on pense dans le même temps qu'il n'y a plus un point d'accueil EDF sur le département même pas à Rodez, qu'aucun de ces élus de droite se sont élevés contre cela, pas plus pour exiger du gouvernement d'imposer à EDF l'obligation de l'ouverture d'un accueil physique au moins à Rodez. Sur cette demande il n'y a eu que deux initiatives prises par le maire de Rodez et moi-même, une en direction d'EDF, l'autre au travers de la presse.

Une nouvelle loi vient d'être votée par les députés et sénateurs de l'UMP. Cette loi porte sur la nouvelle organisation des marchés de l'électricité (Loi NOME) qui fait obligation à EDF de vendre 25 % de sa production d'électricité d'origine nucléaire à ses concurrents privés.

Non vous ne rêvez pas, il s'agit

d'une véritable escroquerie. Votre argent a servi à construire ces centrales nucléaires pour vous alimenter en électricité et cela au meilleur prix à cause de celui-ci les concurrents privés d'EDF n'arrivent pas à percer sur le marché de l'énergie français. Pour remédier à cela leur copain Sarkozy leur offre presque gratuitement 25 % de la production nucléaire.

## Quelle conséquence ?

On nous explique depuis des années que la concurrence ferait baisser les prix, le constat aujourd'hui est sans appel c'est faux.

On essaye de nous expliquer que cela ne sera pas pareil pour l'électricité alors que ça va être pire. En effet même les industriels s'en inquiètent et tentent, pour ce qui les concernent, d'imposer au gouvernement une augmentation moindre. Pourtant ces responsables de grands groupes ont demandé et mené la privatisation d'EDF.

Pour les usagers domestiques l'addition par contre va être salée de 30 % à 35 % d'augmentation d'ici 2015.

**Exemple :** en 2011, 300 € consommation annuelle sans l'abonnement en 2015 = 391 €.

Déjà depuis deux ans les usagers payent sur leur facture 3 % servant à financer le développement du photovoltaïque.

Opération qui oblige EDF à payer l'énergie produite, souvent par des spéculateurs sans scrupule, à des prix dix fois supérieurs à ce qu'elle la produit.

Bien sûr cela a et aura de nouvelles conséquences sur la facture des usagers, d'autant plus rapidement si le gouvernement arrêta, sous la pression des industriels, le moratoire sur le photovoltaïque. Le capitalisme vert existe vraiment.

En conclusion dans l'intérêt de la France, de sa population l'électricité et l'eau doivent être, de la production à la distribution, sous la responsabilité du seul secteur public.

Les futurs candidats de gauches à la Présidentielle devraient s'engager très clairement sur la renationalisation de ces secteurs.

Dans l'immédiat qu'en pensent les candidats aux cantonales du parti aveyronnais UMP qui dirige le département depuis des décennies et qui considèrent que ce qui se décide à Paris n'est pas bon pour l'Aveyron, mais qu'ils soutiennent quand même.

Allons Mesdames et Messieurs de la majorité départementale arrêtez de prendre les Aveyronnaises et Aveyronnais pour des imbéciles, surtout ce qui votent depuis des années pour vous et qui ont voté majoritairement pour Sarkozy c'est peut-être cette image d'un président en berne que vous ne voulez pas porter. Quel courage ! coûte que coûte vous voulez sauver notre place. »